

## **Le voyage du général de Gaulle en Amérique du Sud**

Matthieu TROUVÉ

« Entre spectacle et mission. Le voyage du général de Gaulle en Amérique du Sud du 21 septembre au 16 octobre 1964 », *Espoir* n°130, 2002

On s'est beaucoup intéressé aux relations franco-américaines, franco-soviétiques, à la politique africaine du général de Gaulle, aux discours de Mexico, de Phnom Penh, de Québec. Très peu de choses sont consacrées en revanche à la fabuleuse tournée en Amérique du Sud, réalisée par le chef de l'État du 21 septembre au 16 octobre 1964. La publication par la revue *Espoir* d'un numéro spécial en janvier 1998 a heureusement comblé cette lacune. Il ne s'agit pas de revenir ici sur le déroulement et les impressions du voyage, retracées notamment dans l'excellent article de l'amiral René Besnault ni sur les réactions et discours des chef d'État, mais d'essayer de restituer d'un côté les objectifs, la préparation et, d'un autre côté, le programme et les thèmes de ce périple.

« 21 septembre 1964 : début d'un voyage de trois semaines du général de Gaulle en Amérique du Sud. 32 000 km ; un triomphe. ». Ainsi la tournée est-elle résumée par Michel Winock. Étonnante tournée en effet quand on sait qu'aujourd'hui, les chefs d'État occidentaux ne s'aventurent pas souvent hors de leurs frontières pendant plus de trois semaines pour visiter un continent entier. Maurice Couve de Murville l'explique très simplement : « de Gaulle n'avait pas encore été là alors qu'il avait été dans la plupart des autres pays du monde, et il voulait manifester qu'il s'y intéressait ».

Ce qui est certain, c'est que l'Amérique latine occupe une place non négligeable dans l'esprit et les discours du Général surtout à partir de 1962, au moins tout autant que l'Afrique ou l'Asie. Son intérêt est tel qu'il se déplace personnellement pour visiter onze républiques latino-américaines en une seule année. C'est d'abord le Mexique en mars où il prononce en espagnol la phrase restée célèbre depuis : « Marchamos la mano en la mano ».

L'initiative de septembre-octobre est d'une toute autre envergure : ce sont les dix républiques d'Amérique du Sud qui sont successivement parcourues par de Gaulle : Venezuela, Colombie, Équateur, Pérou, Bolivie, Chili, Argentine, Paraguay, Uruguay et Brésil. L'année 1964 peut être véritablement considérée comme l'année de l'Amérique latine pour la diplomatie française.

### **« Un défi indirect » aux Américains**

La France jouit alors d'un immense prestige en Amérique latine et auprès des chefs d'État latino-américains, renforcé même depuis 1962 et les accords d'Évian. Débarrassée d'une « hypothèque » qui pesait sa politique étrangère, la France se tourne vers des pays latino-américains qui ont souvent adopté, par tradition anticolonialiste, une attitude hostile à son égard, comme la Bolivie, par exemple, qui avait pris des positions favorables au FLN aux Nations Unies. Dans le dossier de voyage préparé par le ministère des Affaires étrangères et par le directeur du protocole de l'Élysée, Gilbert Pérol, et que le général de Gaulle a pu lire avant son départ, il est affirmé, dans la partie consacrée au Venezuela, que, « avec le succès généralement reconnu de la politique de décolonisation, la majorité des Vénézuéliens a pu néanmoins donner libre cours au sentiment d'admiration soulevé par la renaissance française observée au cours des dernières décennies ».

Le prestige de la France est tout particulièrement vif dans le domaine culturel. Langue française, idées politiques, sociales, philosophiques, littérature, sont connues et appréciées des élites. Les grands héros de l'indépendance des pays sud-américains, José Artigas, Francisco de Miranda, Simon Bolivar, San Martin, le général Sucre, se référaient aux idées de la philosophie de Lumières et de la Révolution française. La constitution brésilienne de 1889 s'inspirait largement de la 11<sup>e</sup> République ; la devise de la République brésilienne – « ordre et progrès » – figurant sur le drapeau est une formule reprise d'Auguste Comte. De nombreux comités de soutien à la France libre se sont formés dans toute l'Amérique latine à partir de 1942, dont celui du Mexique sous l'impulsion de l'ethnologue Jacques Soustelle. L'Union latine, organisation internationale à caractère culturel, est fondée en 1954 et, deux ans plus tard, l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL) est inauguré à Paris, rue Saint-Guillaume. De nombreux intellectuels, ingénieurs ou hommes d'État viennent compléter ou parfaire leur formation en France : Oscar Niemeyer, créateur de Brasília, l'architecte Belaunde Terry, élu président du Pérou en 1963, ou encore le président brésilien Castelo Branco, ancien élève de l'École militaire de Paris, pour ne citer qu'eux. André Malraux, représentant de la culture française, visite le Pérou en 1959. Le chef d'État qui visite l'Amérique latine en septembre-octobre 1964 est donc aussi perçu comme le représentant de la France de 1789, de la France des droits de l'Homme, de la France de Victor Hugo, de la France de la Tour Eiffel, de la France de la Ve République. En la personne du général de Gaulle, c'est l'homme du 18 juin, le fondateur d'un régime semi-présidentiel stable, assez voisin des régimes présidentiels que connaissent un certain nombre de pays latino-américains qui est reconnu.

Mais la France du général de Gaulle est surtout perçue en 1964 comme la nation qui souhaite concurrencer les Américains dans leur pré carré. L'Amérique latine est en quelque sorte la chasse gardée des États-Unis, le lieu où leur influence diplomatique s'exerce de façon très vive, tout particulièrement après la crise des missiles à Cuba en octobre 1962. Mais c'est aussi une partie du monde où l'anti-américanisme est le plus virulent.

Comme l'écrit Maurice Agulhon, « le général de Gaulle voyage, et il est surtout acclamé là où les Yankees ne sont pas aimés ».

C'est que l'anti-américanisme du Général est ici renforcé par celui des Latino-américains, populaire et présent sur tout le continent. À chaque escale du chef d'État français, on a effectivement pu remarquer çà et là des slogans hostiles aux Américains. Ainsi, dès l'arrivée de la caravelle présidentielle à Bogota le 22 septembre, une foule surprenante attend en brandissant des banderoles « A bas les Américains ! ».

Le lendemain, des étudiants de l'université catholique de Bogota se précipitent vers la voiture décapotable où se tient de Gaulle en scandant :

« Viva Francia, Yankees no ! ».

D'où une impression de défi – largement reprise dans la presse – qui ressort du voyage et des intentions du général de Gaulle. Néanmoins, en lisant plus attentivement les discours et allocutions de ce dernier, on constate que le ton est particulièrement modéré à l'encontre des États-Unis. Interrogé sur ce point, Étienne Burin des Rozières, alors secrétaire général de l'Élysée, se souvient :

« les Américains [...] considèrent que l'Amérique latine est un peu leur territoire... Mais je ne crois pas qu'ils pouvaient s'inquiéter de quoi que ce, soit à propos du voyage de De Gaulle [...]. Il n'y a pas eu d'expression comme « Vive le Québec libre ! » quelques années plus tard. Donc il n'y avait rien qui puisse vraiment blesser le sentiment des Américains. Néanmoins, ils n'étaient pas très à leur aise, c'est certain ».

Si défi il y a eu, il ne peut s'agir que de « défi indirect ». Que peut bien proposer la France, du reste, aux Républiques sud-américaines en 1964 ? Elle n'a assurément pas les moyens économiques pour y développer une politique commerciale à la hauteur des États-Unis. Quelques jours avant son départ, de Gaulle écrit à son ancien Premier ministre, Michel Debré :

« Je vais en Amérique latine sans programme diplomatique bien précis, mais en quelque sorte instinctivement. Peut-être, en effet, est-ce important. Peut-être est-ce le moment ».

De Gaulle n'a rien de très concret à offrir aux Sud-américains, les arguments employés pour justifier le voyage restent souvent très larges et certains commentateurs ont pu y voir un certain flou dans les motivations du Général ou ont pu s'en inquiéter. Dans son « Bloc-notes » du Figaro, François Mauriac écrit le 4 septembre 1964 :

« Cette tournée du général de Gaulle en Amérique du Sud, par exemple, je la redoute, je la déteste, elle m'apparaît comme une sorte de provocation au destin, sur tous les plans et dans tous les ordres. Je m'interroge non sans angoisse. Je me demande si le personnage déjà légendaire ne cède pas pour la première fois au vertige de sa propre légende, s'il ne commence pas à s'y enliser. [...] Mais je me rassure : je me réponds à moi-même qu'une fois de plus, que cette fois encore, de Gaulle aura mieux que tous les autres, déchiffré l'indéchiffrable, qu'il aura prévu l'imprévisible, qu'il aura eu raison, comme toujours, à moins que... ».

C'est, en fait, sous le signe de la coopération que le général de Gaulle va placer sa tournée en Amérique du Sud. À l'origine, cette coopération est conçue comme une nouvelle approche du problème des relations entre l'ancienne métropole et les jeunes États qui ont accédé à l'indépendance politique et, plus généralement, des relations entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Son originalité réside dans le fait qu'elle ne se limite pas au strict domaine économique. Comme l'écrit Maurice Couve de Murville, le « caractère original de la coopération telle que la pratique la France » est qu'elle « s'attache en effet avant tout à la formation des hommes ». Lors d'une réception offerte en son honneur, le 21 février 1961, à la Maison de l'Amérique latine à Paris, à l'invitation des chefs des vingt missions diplomatiques des pays d'Amérique latine en poste à Paris, le général de Gaulle déclare :

« Les raisons psychiques et politiques d'une étroite entente et d'une croissante coopération entre la France et l'Amérique latine sont aujourd'hui plus fortes que jamais. D'autant plus, qu'en ce moment même, il se forme avec la France, à l'Occident de l'Europe, un groupement fécond et puissant d'États, Italie, Allemagne, Belgique, Hollande, Luxembourg, imprégnés comme elle du même esprit que jadis, l'Espagne et le Portugal transmirent au Nouveau Continent. Dès lors, pourquoi ne point espérer qu'on voie apparaître un jour, de part et d'autre de l'Atlantique, un monde latin uni et renouvelé ? ».

Mais c'est surtout dans sa conférence de presse du 31 janvier 1964 que de Gaulle va préciser ses intentions et sa politique en Amérique latine. Pour la première fois, en effet, le chef de l'État traite longuement de la nouvelle politique française l'égard du Tiers Monde pour proclamer que la coopération est désormais « une grande ambition de la France ». Tout en insistant sur la nécessité d'inciter les différents pays d'Amérique latine à lutter contre les idéologies et les hégémonies qui menacent leur indépendance réelle, de Gaulle affirme qu'il faut les inclure dans la catégorie des pays à aider :

« L'entreprise dépasse le cadre africain et constitue en vérité une politique mondiale. Par cette voie, la France peut se porter vers d'autres pays qui, dans d'autres continents, sont plus ou moins largement en cours de développement, qui nous attirent d'instinct et de nature et qui, souhaitant pour leur évolution un appui qui leur soit prêté suivant notre esprit et notre

manière, peuvent vouloir nous associer directement à leur progrès et, réciproquement, prendre part à tout ce qui est de la France. [...] C'est de cela que nous comptons nous entretenir prochainement avec M. Lopez Mateos, Président du Mexique, et plus tard sans doute avec les gouvernements des États d'Amérique du Sud à l'occasion des voyages que j'espère avoir l'honneur d'y faire ».

Un calendrier est donc défini ; de Gaulle annonce qu'il se rend d'abord au Mexique puis dans les dix républiques d'Amérique du Sud. Il ne s'agit pas pour autant de son premier contact avec des dirigeants latino-américains. Le chef de l'État a eu l'occasion de recevoir successivement en visite officielle : M. Prado, président de la République du Pérou, du 15 au 18 février 1960, M. Frondizi, président de la Nation argentine, du 22 au 24 juin 1960, et M. Lopez Mateos, président des États-Unis du Mexique, du 25 au 29 mars 1963.

L'impression à la fois de défi et d'imprécision disparaît donc aussitôt si l'on tient compte de deux aspects essentiels de la tournée sud-américaine : il s'agit d'abord et surtout d'un « voyage d'amitié », comme le fait observer Maurice Couve de Murville, destiné à renforcer les liens entre la France et des pays avec lesquels il n'y avait pas de problème particulier à régler et où l'influence française est surtout importante dans le domaine culturel ; enfin, il s'agit d'un voyage qui a été décidé et très soigneusement préparé, sur mesure, pour le général de Gaulle.

### **Un voyage soigneusement préparé**

Le voyage a été, en effet, minutieusement préparé à Paris et sur place, en Amérique latine à la fois par les services du protocole de l'Élysée et par le ministère des Affaires étrangères. C'est en tout cas l'impression qui se dégage de la consultation d'archives de la Fondation Charles de Gaulle. Le dossier de préparation comporte plus de 1 000 pages, soit environ un classeur de 100 pages par pays. Chaque classeur répertorie avec une extrême précision la liste de tous les membres des gouvernements latino-américains. Une biographie est consacrée à chaque membre de gouvernement. Le programme du séjour dans les dix pays est détaillé à la minute près, de même, bien évidemment, que le protocole à suivre à chaque visite ou cérémonie, comme pour tout voyage officiel.

Les discours du général de Gaulle ont été tout spécialement soignés. Chaque poste diplomatique français en Amérique du Sud a fait parvenir au Quai d'Orsay une liste de citations d'écrivains ou d'hommes d'État latino-américains, susceptibles d'être reprises par le chef d'État français dans ses propres discours. Les noms de Simon Bolivar, San Martin, Francisco de Miranda, Pablo Neruda ou encore Dom Pedro Ier, sont ceux qui reviennent le plus souvent, et qui seront d'ailleurs cités par de Gaulle. Un premier projet de discours est ensuite rédigé – dont il reste parfois certaines traces dans le dossier de voyage – qui diffère assez souvent du discours final retenu. Il est à noter également l'attention portée aux traductions des textes du Général. Étienne Burin des Roziers se souvient que chaque discours avait été traduit par un Vénézuélien, un Péruvien, un Chilien, un Brésilien, etc., selon le pays visité, et non pas par un interprète du Quai d'Orsay ou par un Espagnol, ou un Portugais pour le Brésil.

L'ensemble du dossier de voyage a été réalisé à la suite du voyage préparatif effectué par Gilbert Pérol, chef du service de presse et de l'information de la présidence de la République de 1963 à 1967, et directeur du protocole de l'Élysée. Sorte de répétition générale, ce « petit détachement précurseur » a effectué le voyage dès juin-juillet et remis le dossier au Général pour qu'il en prenne connaissance en août. Tous les problèmes protocolaires ont ainsi pu être réglés. Ce fut le cas en Équateur où un groupe d'officiers, composé du contre-amiral Luis Ramon Castro Jijon, des généraux Luis Cabrera Sevilla et Marcos Gandara Enriquez, et du colonel d'aviation Guillermo Freile Pozzo, était au pouvoir. Pour chaque pays, un échange de

décorations officielles entre chefs d'État était prévu. La règle en la matière est qu'il n'y a que le chef d'État qui reçoit la grand-croix de la Légion d'honneur ; or, les quatre militaires voulaient être décorés... Finalement, il a été décidé que, alors que de Gaulle recevrait le grand-collier de l'Ordre national Al Mérito, il remettrait la Légion d'honneur aux quatre membres de la junte militaire. Autre petit problème, en Bolivie : l'altitude de la capitale La Paz. Les médecins du Général craignaient cette épreuve pour la santé du chef de l'État, qui avait subi une intervention chirurgicale de la prostate le 17 avril précédent. D'où le choix de la ville de Cochabamba, située à 2 500 m d'altitude, promue capitale d'un jour pour accueillir le général de Gaulle, au grand regret du gouvernement bolivien.

Mais, pour ce qui est de la préparation du voyage, là n'est pas l'essentiel. L'essentiel réside plutôt dans la tournure symbolique que le Général a voulu imposer au voyage. Peu de collaborateurs accompagnent le chef de l'État. La suite présidentielle comprend au total 37 personnes, avant tout de personnes chargées du protocole (deux aides de camp, deux interprètes, les fonctionnaires du service des voyages officiels, un membre de l'État-major particulier), de la sécurité (les quatre « gorilles », Sassia, Comiti, Tessier et Djouder) ou de la santé du Général (le docteur Jean-Marie Saudubray). Pour le reste, ce sont le vice-amiral Jean Philippon, chef de l'État-major particulier du président de la République, M. de Saint-Léger de la Saussaye, conseiller technique chargé des affaires diplomatiques au secrétariat général de la présidence, Gilbert Pérol, Pierre Siraud, Jean Jurgensen et Bernard Durand. Une place toute particulière est accordée à la « maison » du Général, c'est-à-dire à Georges Galichon, son directeur de cabinet, qui effectue le voyage du Venezuela jusqu'à l'arrivée à Buenos Aires le 3 octobre, et à Etienne Burin des Rozières, secrétaire général de la présidence qui, lui, voyage de Buenos Aires à Paris.

Le seul membre du gouvernement à accompagner de Gaulle est son ministre des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville. Le président de la République ne s'entoure que de hauts fonctionnaires et de militaires qui participent, comme de coutume, à une tournée présidentielle. Pas d'hommes d'affaires dans ses bagages ou d'intellectuels, ni plusieurs ministres : de Gaulle a le premier rôle et Couve de Murville garde un rôle discret d'accompagnateur. Pas de partage des tâches non plus entre le président et son ministre : « c'est le général de Gaulle qui dirige ». C'est donc bien une tournée diplomatique et politique dont l'initiateur est le seul général de Gaulle, un « voyage d'amitié », comme nous le dit Maurice Couve de Murville. Cela ne veut pas dire que l'on fait l'impasse sur les mesures de sécurité.

La sécurité du chef de l'État a été l'objet de tous les soins. Cette mobilisation est justifiée à l'époque pour plusieurs raisons. Le continent américain vit encore sous le choc de l'attentat contre le président Kennedy, assassiné un an plus tôt, le 22 novembre 1963, sur le propre territoire américain, à Dallas. La fameuse commission Warren rend d'ailleurs son rapport au cours du mois d'octobre 1964. De Gaulle, depuis 1962, est un homme que l'OAS cherche à abattre. La dernière tentative d'attentat contre la personne du chef de l'État remonte au 15 août 1964, lorsque de Gaulle se rendait au Mont Faron, près de Toulon, pour présider les cérémonies anniversaires du débarquement. Par ailleurs, un communiqué de l'état-major colombien affirme la présence de l'ex-colonel de l'OAS Château-Jobert en Amérique du Sud. Les responsables de la sécurité sont donc inquiets et en alerte pour assurer la sécurité du Général à chaque étape pendant trois semaines et 32 000 km...

La sécurité de l'illustre voyageur est évidemment assurée par les pays invitants. Ces derniers ont toutefois accepté que la sécurité rapprochée du Général continue à être confiée à ses quatre « gorilles » et aux deux responsables de l'Élysée qui participent au voyage. Le directeur des voyages officiels a fourni aux pays qui le demandaient les conseils et renseignements pour protéger le chef de l'État. C'est ainsi que des listes d'activistes réfugiés en Amérique du Sud ont été établies. La plupart d'entre eux ont trouvé à refaire leur vie et

bénéficient d'un généreux droit d'asile, comme Georges Bidault à São Paulo ou l'ex-colonel Gardes en Argentine, qu'ils ne songent pas à compromettre. Mais, dans la mesure du possible, les précautions indispensables ont été prises, surtout dans un tel continent marqué par les pronunciamientos où il faut aussi craindre les guérilleros communistes ou les péronistes comme en Argentine. Tous les quotidiens ont d'ailleurs mis l'accent sur l'impressionnant dispositif mis en place à cet effet.

Diplomatique, la tournée est aussi un événement médiatique. Toute la presse a donné un très large écho du périple, comme elle l'avait fait pour le voyage au Mexique en mars. Pour ce nouveau voyage en Amérique latine, les choses ont été là aussi parfaitement gérées et organisées pour donner une ample couverture médiatique tout au long des trois semaines. La Caravelle présidentielle est spécialement aménagée pour toute la durée du voyage, une Caravelle de secours, transportant bagages et pièces détachées suit – le Général tient à ne voyager qu'avec du matériel français. Les 44 envoyés spéciaux de la presse française et étrangère prennent place sur un DC 6. Parmi ces envoyés spéciaux, citons notamment ceux du Monde, Marcel Niedergang et André Passeron, du Figaro, Nicolas Chatelain, Denis Périer Daville, Daniel Garric et Michel Bassi, celui de La Nation, Jean Salan.

### **Le programme du voyage**

Étudiions de plus près maintenant le programme intégral du voyage tel que nous avons pu le reconstituer grâce aux archives de la Fondation Charles de Gaulle. Déjeuners et dîners officiels, réceptions mondaines, visites protocolaires, cérémonies commémoratives, hommages, banquets, le Général a dû souvent manier le verbe, serrer des mains et déposer des gerbes. Le voyage en Amérique du Sud n'échappe pas à ces règles sentencieuses et protocolaires. Il est vrai que l'ensemble de ces pays recevait pour la première fois la visite d'un si illustre voyageur. Il est vrai également que pour certains pays latino-américains comme la Bolivie, il s'agissait de la première visite d'un chef d'État français sur leur sol. Il est vrai, enfin, que pour une première prise de contact avec cette partie du monde, il est quasiment impératif de se plier aux formalités d'usage, d'honorer les héros nationaux et de rencontrer le plus de personnalités possible.

Partout où il s'est rendu, le général de Gaulle a eu trois activités importantes et incontournables. Le Général a d'abord eu des contacts politiques au cours desquels il a pu rencontrer successivement : le président vénézuélien Leoni, le président colombien Valencia, les quatre membres de la Junte militaire de gouvernement de l'Équateur, le président péruvien Belaunde Terry, le président bolivien Paz Estenssoro, le président chilien Alessandri, le président argentin Illia, le président paraguayen, le général Stroessner, le président uruguayen Giannattasio, et, enfin, le président brésilien Castelo Branco. Mis à part le cas de quatre pays, le Général a, en plus, effectué une visite de courtoisie et eu un entretien d'une heure environ avec chaque chef d'État. Il a eu deux entretiens avec les chefs d'État péruvien, bolivien, chilien et argentin. À l'exception du Paraguay sous la présidence du dictateur Stroessner, le Général a aussi été accueilli par l'ensemble des Parlements ou Congrès nationaux qui, pour l'occasion, ont siégé en séance solennelle. Il est à noter que dans trois pays – Pérou, Uruguay, Brésil – les chefs des missions diplomatiques lui ont été présentés.

Ensuite, le Général a rendu hommage à de nombreux héros nationaux latino-américains en déposant une gerbe aux monuments commémoratifs qui leur étaient dédiés ou aux monuments à l'indépendance. Enfin, dans les dix républiques, le général de Gaulle a reçu la colonie française, qu'elle soit importante comme en Argentine (35 000 immatriculés), moyenne comme au Venezuela ou au Chili (5 000 personnes), modeste comme au Pérou (1 556 immatriculés), ou même très modeste comme en Équateur (380 ressortissants). Très brefs, les entretiens politiques et visites aux Congrès n'ont pas eu une très grande portée. Très protocolaires, les hommages aux héros de l'indépendance latino-américaine n'ont pas eu une

grande signification politique. Très mondaines, les réceptions de la colonie française relevaient surtout de la courtoisie et de l'affabilité.

Il en a été de même pour toutes les autres réceptions diplomatiques, les déjeuners et dîners officiels, ainsi que les visites aux administrations locales. De Gaulle a participé à sept déjeuners et quinze dîners officiels et à des réceptions à la Casa Amarilla de Caracas, au Quito Tennis & Golf Club, à la préfecture de Cochabamba, au palais Cousino de Santiago, au Jockey Club de São Paulo... Une soirée de gala a même été organisée à Montevideo où le Général a pu assister à la représentation du troisième acte de Faust et à un ballet intitulé Les chansons françaises. Plusieurs visites à des administrations locales ont été organisées. Il a ainsi pu être déclaré citoyen ou invité d'honneur d'une ville, comme à Lima, à Valparaiso où la médaille d'or de la ville lui a été remise, ou encore à Quito et à Montevideo où il a reçu officiellement les clés de la ville. La plupart du temps, il a rendu visite à des établissements publics administratifs : le conseil municipal de Caracas, le Service national de formation professionnelle (SENA) de Colombie, le conseil municipal de Quito, le conseil de Lima, etc. Le Général a également visité des collèges ou lycées locaux (le collège de l'Immaculée Conception à Asunción, l'école Francia de Montevideo) et il a posé la première pierre du futur lycée français de Buenos Aires.

Plus surprenants ont été les défilés militaires auxquels de Gaulle a dû assister à Valparaiso, au Chili, mais surtout à Asunción. Dictature officielle d'Amérique du Sud en 1964, le Paraguay du général Alfredo Stroessner avait imposé cet exercice au chef de l'État français. Mais de Gaulle a parfois lui-même voulu honorer les armées latino-américaines puisqu'il a visité le centre d'instruction militaire du Pérou (CIMP), créé en 1942 à Lima, sous la direction du chef de la mission militaire française, le général Laurent, qu'il a aussi rendu visite à l'école de commandement et d'état-major de l'armée brésilienne à Rio, et qu'il a enfin assisté à un défilé de troupes pour commémorer l'anniversaire de la bataille de Rancagua, au Chili. La présence du général de Gaulle à de telles manifestations ainsi que ses visites à des établissements militaires – dans des pays où l'armée a un rôle politique important et parfois même déstabilisateur comme en Équateur, au Paraguay ou au Brésil en 1964 – lui furent d'ailleurs reprochées. D'autant plus qu'il n'a pas souvent rendu hommage directement à l'État de droit : il n'a visité que quatre hautes instances judiciaires (les Cours Suprêmes du Chili, d'Argentine, d'Uruguay et le Tribunal suprême fédéral de Brasília).

Le contact entre le général de Gaulle et la foule constitue assurément un des temps forts de la tournée sud-américaine. Il faut dire qu'ici, de Gaulle n'a pas ménagé ses efforts : bains de foule – déjouant la protection des services de sécurité –, allocutions en espagnol qui ont soulevé l'enthousiasme populaire, nombreux trajets en voiture découverte. Deux grandes déceptions cependant : le faible contact avec les milieux économiques et universitaires. Certes, le général de Gaulle s'est rendu à la fédération des chambres de commerce et d'industrie du Venezuela ; il a visité les usines automobiles IKA à Cordoba, en Argentine, ainsi que les usines COSIPA et SIMCA à São Paulo, au Brésil. Certes, il a été accueilli dans les amphithéâtres des universités du Chili, d'Argentine et du Brésil. Mais tous ces contacts ne sont restés que superficiels. D'abord parce que, concernant les visites à des établissements industriels, le Général ne s'est entretenu avec aucun homme d'affaires en particulier, et aucun homme d'affaires français ne l'accompagnait. Ensuite parce que, concernant les visites aux universités, les autorités locales ont soigneusement écarté les étudiants en leur interdisant l'accès aux facultés le jour même de la visite du chef d'État français, par crainte de voir de manifestations étudiantes hostiles à leur égard. Ainsi, « le Chili et l'Argentine ont tourné cette difficulté en organisant des rencontres dans des Facultés préalablement libérées de leurs étudiants. La faculté de Buenos Aires a été fermée lundi 5 octobre ». Un parterre de ministres, diplomates et autres personnalités a donc assisté aux allocutions de De Gaulle... dans les universités.

## Les thèmes du voyage

Quels ont pu être dès lors les thèmes développés par le chef de l'État dans ses différents discours et dans les communiqués finaux ? En prenant en compte la présence et le traitement des thèmes dans les journaux de l'époque et leur perception à la fois par les interlocuteurs du général de Gaulle et par la presse locale et étrangère, on peut les regrouper en deux principales catégories. On distingue, tout d'abord, des thèmes plus ou moins bien appréciés, voire critiqués, comme celui du « rejet des hégémonies » ou de la « double hégémonie » américano-soviétique, constant dans la plupart des discours de Caracas à Rio.

De Gaulle affirme vivement sa crainte de voir le monde « secoué d'hégémonies concurrentes et d'idéologies opposées » devant le Parlement argentin, mais aussi en Colombien, ou encore au Brésil ; il propose d'unir les efforts de tous pour surmonter ce danger et expose, à Lima, la « conception d'un monde qui devrait s'organiser en fonction non de ses rivalités, mais de sa solidarité ». Parfois, il fait remarquer l'accord existant sur ce point entre la France et les nations sud-américaines, ainsi à Caracas, où Vénézuéliens et Français sont « d'accord pour que toute oppression et toute hégémonie soient exclues de notre univers ».

La plupart des dirigeants sud-américains ont toutefois montré leurs réticences en ce domaine, en affirmant leur attachement traditionnel au continent américain et surtout aux États-Unis. La réponse du président péruvien Belaunde Terry est restée sans ambiguïtés : « Certes, nous aimons la France. Nous sommes à la fois intéressés et flattés par la visite du général de Gaulle. Mais la réalité s'impose : nous dépendons, pour l'aide extérieure, des États-Unis qui contrôlent, par ailleurs, directement ou indirectement, une partie importante de notre production ».

Plus porteur et plus subtil, le thème de la latinité, prétexte pour de Gaulle à encourager la coopération entre la France et les dix républiques, est la véritable originalité des discours du voyage. Le chef de l'État prononce pour la première fois le mot de « latinité » en réponse au toast adressé par le contre-amiral Castro Jijon, président de la Junte de Gouvernement de l'Équateur, au Palais national de Quito. Par la suite, il souligne systématiquement l'appartenance de la France et des pays visités à une même communauté humaine, chrétienne, à une histoire et à une civilisation latine communes et à laquelle les États-Unis ne participent pas. C'est aussi pour cette raison que ce mot de « latinité » va « faire grincer quelques plumes dans les pays indiens comme la Bolivie ou le Pérou ».

Après l'étape péruvienne, le correspondant du Monde écrit même :

« La latinité a fait long feu : proposée par des Français à Caracas, exaltée à Bogota avec un zest d'Espagne, chantée à Quito (par une population indienne), ramenée à de plus justes proportions à Lima, passée sous silence à Cochabamba ».

Autre thème important et mal accepté ou du moins critiqué par les autorités sud-américaines : celui de la « troisième voie », inspiré de la doctrine du général argentin Juan Peron (*tercera posición*). Certes, de Gaulle s'est abstenu de parler ouvertement de troisième voie et s'est abstenu de critiquer directement les États-Unis. Mais les thèmes des discours – latinité, aide économique excluant une ingérence politique, rejet de toute hégémonie – sont en réalité les principes mêmes d'une charte de la troisième force constituée par l'Amérique latine. L'allusion était donc évidente... À Buenos Aires et à Córdoba, les péronistes ont essayé d'associer la visite du chef d'État français au renouveau du thème de la troisième voie aux cris de « De Gaulle-Peron, *tercera posición* », une idée qui aurait été également reprise ensuite dans les conversations entre de Gaulle et les autorités brésiliennes.

Parmi les thèmes porteurs et généralement bien accueillis à la fois par les interlocuteurs des Français, par la presse et les populations locales, figure d'abord le thème de l'indépendance. Le Général rend partout hommage aux monuments des héros nationaux et appelle tous les

pays à se comporter en pays jaloux de leur indépendance, par exemple au Parlement de Bogota, où il déclare :

« c'est une nation libre et indépendante que je suis venu saluer ici au nom de la France. Car si l'on voulait résumer ce que mon pays a fait, de tout temps, au profit des autres et ce qu'il croit, plus que jamais, nécessaire à l'équilibre et à la paix du monde, il suffirait, je le crois bien, de dire : indépendance et liberté. Qui le sait mieux que vous Colombiens ? ».

Autre succès : le thème du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, développé dès la première étape, notamment dans le discours au Parlement de Caracas, ou bien encore en réponse au toast que lui adresse le président vénézuélien Leoni :

« Dévouement à la liberté et respect des autres peuples, telles sont donc, en particulier, nos caractéristiques communes ».

À Lima, parlant du renforcement du poids international de l'Amérique latine, de Gaulle déclare :

« Combien mon pays le souhaite-t-il, notamment pour le Pérou, dont la, volonté d'indépendance, l'adhésion totale de chaque peuple à disposer de lui-même, la conception d'un monde qui devrait s'organiser en fonction, non de ses rivalités, mais de sa solidarité, pour servir la cause de l'Homme, sont tout justement les siennes ».

Même refrain à Buenos Aires :

« Vous et nous voulons que l'univers, qui est en profonde et rapide transformation, trouve son équilibre dans le droit de chaque peuple à disposer réellement de lui-même et son ambition dans le progrès général en vue d'assurer à chacun des hommes qui vivent sur notre terre, la liberté, la dignité et la prospérité ».

Mais il n'est pas un seul discours, pas une seule allocution du Général où ne figure le mot « coopération » ou bien l'idée d'un rapprochement des peuples dans le but de renforcer la coopération. Remarquons, avec Edmond Jouve, que le mot « coopération » est utilisé 52 fois dans tous ses discours de Caracas à Rio, arrivant ainsi en cinquième position après les mots « France » (277 fois), « français » (97 fois), « transformer » (65 fois) et « progrès » (57 fois), ce qui en fait un des mots-clés prononcés par le chef de l'État. La France propose, ici, une coopération et une aide économique libre de toute pression politique, « organisée hors de toute ingérence », puisque la France n'a pas « l'ambition d'intriguer et de dominer, mais celle de comprendre et d'être utile ». Il va de soi que « cette coopération culturelle et économique implique, pour être féconde, une entente politique fondamentale ». Le thème est largement apprécié par les dirigeants sud-américains. Les projets de coopération correspondent parfois à des réalités très concrètes. Le communiqué final franco-colombien prend acte de la création d'une commission destinée à suivre les rapports entre les deux pays dans les domaines économiques, culturels et techniques. Des problèmes spécifiques sont évoqués dans le communiqué final franco-brésilien : l'organisation effective du marché international du café, l'évolution des conditions financières des projets et programmes de développement économique, ou encore la coopération culturelle et technique élargie notamment dans le domaine nucléaire.

La préparation et la médiatisation du voyage, le programme du périple effectué par un chef d'État perçu comme un libertador, la coopération proposée par le général de Gaulle, l'accueil des populations latino-américaines fait à son visiteur, tout a contribué à l'immense succès de prestige rencontré par ce voyage. Une « étonnante performance physique et sportive », un succès surtout personnel pour de Gaulle, qui a séduit les foules, en grande partie à cause de sa personnalité, de son charisme, de son comportement et de quelques mots prononcés en espagnol. L'enthousiasme des Latino-américains a été constant. Dès l'arrivée à Caracas, de l'aérodrome au palais Miraflores, c'est le « kilomètre de délire » ; 50 000 personnes sont

massées pour voir de Gaulle à Lima ; 60 000 personnes saluent le Général à Arica, au Chili ; l'accueil à São Paulo est digne de Broadway. Ces manifestations de ferveur, s'adressant au héros de la Libération tout autant qu'à l'homme d'État, donnent au voyage une allure de tournée triomphale et exceptionnelle. Les clichés des photographes confirment bien évidemment cette impression.

Quel bilan peut-on dès lors tirer de ce voyage ? À court terme, le voyage marque un spectaculaire regain d'intérêt de la France pour le sous-continent sud-américain, un succès surtout pour de Gaulle et sa volonté de resserrer les liens entre la France et une partie du monde où son influence est surtout culturelle. Il est plus difficile, en revanche, d'en mesurer réellement l'impact à long terme. Certains, comme Étienne Burin des Rozières, ont pu à juste titre se demander s'il ne s'est pas agi d'un « feu de paille ». Ce qui est sûr, c'est que, d'une part, cette tournée symbolique a incontestablement marqué le « début d'une ère nouvelle » dans les relations entre la France et l'Amérique latine et que, d'autre part, la France n'avait pas les moyens – ni les ambitions – de concurrencer les Américains dans cette région. Lors d'une conférence de presse consacrée au bilan du voyage présidentiel, le 30 octobre 1964, le Premier ministre Georges Pompidou devait y songer lorsqu'il évoquait la coopération avec les pays sud-américains : « La France est à coup sûr hors d'état d'intervenir de façon massive dans leur développement : elle le sait, et le Président de la République le sait mieux que personne ».

Autre enseignement important de la tournée sud-américaine de 1964 : la nécessité de l'Europe. Dans un message daté du 20 octobre 1964 et adressé à Konrad Adenauer, de Gaulle tire cette conclusion :

« Je rentre en effet de mon voyage en Amérique du Sud convaincu qu'il appartient à l'Europe de jouer un grand rôle sur ce continent auquel elle est attachée par tant d'intérêts, d'amitiés et de traditions ».

Cinq ans plus tard, Paul-Marie de La Gorce note à propos de la politique sud-américaine du général de Gaulle qu'elle aurait eu de meilleurs résultats « si cette politique avait été celle de l'Europe unie, selon les vœux du Général, pour mener une action commune diplomatique, militaire et économique distincte de celle des États-Unis ». Il ajoute également que, « bien que cette politique ait donné à la France un très grand prestige en Amérique latine, repoussée par les autres puissances européennes, elle demeura plus une intention qu'une réalité ».